**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse

**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse

**Band:** 91 (1946)

**Heft:** 4

**Artikel:** Une offensive pacifiste contre la défense nationale : réponse à la brochure "Soll die Schweiz militarisiert werden?"

**Autor:** Vallière, P. de

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-342317

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 08.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Une offensive pacifiste contre la défense nationale

*Réponse à la brochure « Soll die Schweiz militarisiert werden ? »*

## II

### L'antimilitarisme révolutionnaire et les troubles de 1918-1919.

A la fin de la guerre de 1914-1918, et dès la signature de l'armistice, les attaques des ennemis de nos institutions militaires redoublèrent de violence. Le danger s'était éloigné. Le moment était venu de reprendre la lutte contre l'armée gardienne de la paix. C'est alors que la paix intérieure fut sérieusement menacée. La grève générale proclamée, en novembre 1918, par le Comité révolutionnaire d'Olten, faillit nous amener la guerre civile et l'intervention étrangère. Les puissances de l'Entente étaient décidées à ne pas laisser le désordre s'établir en Suisse et se répandre sur les pays voisins. L'Allemagne vaincue était en pleine anarchie. Des divisions américaines massées dans le Jura français, n'attendaient qu'un ordre pour franchir notre frontière. Des troubles graves, encouragés par la propagande de la mission bolchéviste Berzine, éclatèrent à Berne, à Zurich, à La Chaux-de-Fonds, à Granges. L'armée intervint avec vigueur et força le Comité d'Olten à capituler. Le Conseil fédéral expulsa la mission Berzine. Mais la condamnation des principaux responsables à des peines légères, par le tribunal de la 3e division, loin

de calmer l'humeur combattive des agitateurs professionnels, déchaîna de nouvelles violences. Les menaces et les excitations de la presse extrémiste affirmaient la volonté bien arrêtée de « recommencer la danse » ; ainsi s'exprimait *La Sentinelle*. Le *Vorwärts* écrivait : « La grève générale est terminée ; nous nous armons pour la prochaine. » La *Tagwacht* déclarait la guerre à la bourgeoisie, tandis que les hôpitaux se remplissaient de soldats terrassés par la redoutable grippe, dite « espagnole » qui fit des milliers de victimes.

Pendant tout l'hiver et jusqu'à l'été 1919, il fallut maintenir de forts effectifs mobilisés. Le Comité d'Olten ressuscité annonçait « de nouveaux combats et de lourdes décisions. » A Zurich, le 29 avril 1919, les désordres recommencèrent ; le 13 juillet des masses fanatisées où l'on remarquait de nombreux déserteurs étrangers, firent le siège de la caserne de gendarmerie et tentèrent d'y mettre le feu. A Bâle, le 1er août fut ensanglanté par une lutte sauvage ; l'émeute éleva des barricades dans les rues. Une compagnie de troupes de surveillance fut assaillie à la caserne, à l'heure de la soupe par des milliers de manifestants. La sentinelle tira et abattit un agresseur. Les hommes sautèrent sur leurs armes, en bras de chemise et repoussèrent l'attaque. Les mitrailleuses crépitèrent dans les rues. Quand le régiment d'infanterie 21 arriva, il y avait huit morts et un grand nombre de blessés.

Les sombres journées de 1918-1919 ont coûté la vie à 3793 officiers, sous-officiers et soldats, morts de la grippe ou tombés sous les balles révolutionnaires. Sept ans après ces tragiques événements, en mars 1926, le principal animateur de la grève générale de 1918, M. Grimm, annonçait qu'elle ne devait pas être la dernière : « Je demeure aujourd'hui sur le même terrain qu'alors et n'ai rien à ajouter, ni à retrancher. » Les honneurs et les responsabilités ont transformé le révolté d'alors en bénéficiaire du régime qu'il avait voulu détruire. En politique, l'opportunisme remplace souvent la conscience.

* * *

L'Europe et la paix de Versailles (1919). Nouvelles guerres. Propagande pacifiste de la IIIe Internationale : objecteurs de conscience, service civil, non résistance et appel au désarmement unilatéral de la Suisse.

La paix signée à Versailles, en 1919, avait éloigné la guerre de nos frontières, mais les hostilités continuaient dans l'Orient de l'Europe, en Asie, en Afrique. La Révolution russe avait fait trois millions de victimes, elle fut suivie de deux ans de guerres impitoyables entre les armées blanches de Denikine, de Koltschak, de Wrangel et les hordes bolchévistes. La Hongrie, délivrée par les Roumains de la terreur rouge, avait cruellement souffert des atrocités de Bela Kun. En Allemagne, la révolution Spartakiste mettait à feu et à sang Berlin, la Saxe, la Bavière, la Ruhr. L'Irlande, agitée par un nationalisme d'origine suspecte, connut les horreurs de la guerre civile. La Pologne brisait l'offensive de la Russie soviétique avec l'aide du général Weygand. On vit ensuite les Italiens bombarder Corfou en pleine paix, et les « arditi » d'Annunzio s'emparer de Fiume. L'incendie se ralluma en Asie-Mineure ; la guerre gréco-turque étendit ses ravages jusqu'au Caucase et se termina par la terrible catastrophe de Symrne, en présence des escadres européennes impuissantes. L'Europe assista sans bouger au martyre de la Géorgie, soulevée contre l'oppression soviétique. De proche en proche, l'incendie gagna la Tunisie, le Maroc, les colonies hollandaises, l'Afghanistan, la Chine, la Syrie, l'Indochine, le Mexique, les Indes. La révolte grondait en permanence dans les colonies européennes, entretenue par la propagande de la Ligue anti-coloniale de Moscou.

Ainsi de 1918 à 1930, on n'a jamais cessé de se battre dans le monde, et jamais, en Suisse, pendant cette période,

les ennemis de la défense nationale n'ont désarmé, auxiliaires conscients ou aveugles de la III^e Internationale, selon la consigne transmise par une organisation puissante, aux ressources inépuisables, dont le but, la révolution mondiale, était ouvertement proclamé : « Préparez-vous à transformer toute guerre nationale en guerre civile, à tourner vos armes contre l'ennemi de classe dans votre propre pays. » (*Correspondance internationale*, organe officiel du *Komintern*, du 21 octobre 1927.)

La thèse du désarmement unilatéral de la Suisse, de la suppression du budget militaire, était alors répandue avec insistance dans les masses par les soins de la presse d'extrême-gauche, avec la complicité occasionnelle d'un certain sectarisme religieux. Ce mouvement s'appuyait sur les principes et les résolutions de la Société des Nations, mal interprétés, pour engager la Suisse à donner l'exemple du pacifisme intégral. Les événements auraient dû, semblait-il, ouvrir les yeux des pacifistes, et distraire de leurs rêves, ceux qui gardaient leur confiance entière dans la vertu mystique de la neutralité désarmée. L'invoquer, disaient ces utopistes, suffira pour que les armes tombent des mains de l'agresseur.

Pendant qu'on se livrait, à Genève, à des orgies oratoires sur la solidarité internationale, l'horizon politique de l'Europe s'obscurcissait de plus en plus : les discours du duce, la tension entre Rome et Paris, les revendications hongroises et roumaines, l'évacuation du Rhin par les Alliés, celle de la Ruhr par la France, le budget de la Reichswehr en augmentation constante, les parades de la flotte allemande ressuscitée, dans la Méditerranée, les armements des Etats-Unis et de la Russie, la menace grandissante de l'impérialisme soviétique, rien ne pouvait ramener les pacifistes sur le terrain des réalités. La prise du pouvoir par Hitler, le pangermanisme agressif, Munich, l'annexion des Sudètes et de l'Autriche allaient précipiter l'Europe vers une nouvelle catastrophe.

En Suisse, le pacifisme-chrétien persistait dans ses meur-

trières illusions. D'autre part, les *Instructions de Lénine au parti socialiste suisse*, de 1918, étaient restées l'évangile des marxistes : « Si la Suisse est entraînée dans un conflit, les socialistes devront repousser de toute leur énergie toute défense nationale, et montrer au peuple toute l'inconséquence et l'imposture de ce mot d'ordre... Les socialistes ne pourraient admettre la défense de la patrie que dans un seul cas : lorsque cette patrie sera devenue une patrie socialiste. (Le terme de socialisme est employé à dessein, ici, à la place de celui de communisme). En d'autres termes, ils n'admettront que « la défense de la révolution prolétarienne contre l'attaque de la bourgeoisie. » (Genève, *Imprimerie des Unions ouvrières*, page 4.)

Il est juste de reconnaître qu'en 1939, le parti socialiste suisse, rallié à la défense nationale, n'a pas suivi le mot d'ordre de Lénine. Ses membres ont fait preuve d'une évidente bonne volonté, d'un loyalisme réconfortant, de dévouement, de solidarité, d'esprit fraternel, de discipline. Sous les armes, l'ouvrier a montré un sens élevé du devoir, son attitude a souvent été un exemple pour ses camarades, tous ses chefs militaires s'accordent à louer ses qualités. Il a servi fidèlement la communauté nationale. Il s'est formé, dans les unités, des liens solides entre ouvriers, paysans, artisans, étudiants, intellectuels, entre officiers et soldats. Le pays y a gagné en cohésion, au détriment de l'incompréhension, de la méfiance et de la lutte des classes. La patrie est apparue à tous comme la grande amitié, dans la collaboration et l'union confiante.

Mais, dans les années 1920 à 1930, où la propagande pacifico-révolutionnaire intensifiée s'efforçait de saper les bases mêmes de nos institutions militaires, tout fut mis en œuvre pour affaiblir la confiance du peuple dans son armée : presse incendiaire, assemblées publiques, sermons laïques, sport rouge subventionné officiellement par les Chambres fédérales, faucons rouges, parodie des éclaireurs, démagogie et mauvaise foi. Une propagande d'inspiration nettement

moscoutaire, trompait l'opinion sur les buts réels de cette agitation. Il était facile d'exploiter l'horreur de la guerre, sentiment que tous les Suisses partageaient, pour prêcher le désarmement des petits Etats sans ambitions territoriales, comme la Suisse, au profit des grandes dictatures impérialistes : l'Allemagne et la Russie. « Supprimons l'armée, disaient les loups déguisés en agneaux, et il n'y aura plus de guerres ! » raisonnement aussi logique, du point de vue suisse, que la suppression des pompiers pour qu'il n'y ait plus d'incendies.

Cette propagande trouvait de précieux auxiliaires parmi les pacifistes-chrétiens, dans le mouvement du service civil, chez les objecteurs de conscience, soutenus et encouragés à persévérer dans leur refus de servir par les disciples du pasteur Léonard Ragaz et l'apostolat de Pierre Cérésole dont les idées ont conduit quelques centaines de réfractaires devant les tribunaux militaires. Les condamnés pour motif de conscience se voyaient couronnés de l'auréole des martyrs par les partisans mystiques de la non-résistance. N'était-il pas préférable « d'obéir à Dieu, plutôt qu'aux hommes ? » Ce texte biblique, souvent invoqué par des gens sans conscience, avait l'avantage de faire état de sentiments incontrôlables (l'appareil à sonder les consciences n'a pas encore été inventé). Des politiciens dépourvus de scrupules, fort éloignés de la foi chrétienne, utilisèrent le refus de servir pour se faire élire par les pacifistes, en usant de l'argument religieux.

En 1927, et les années suivantes, le *service civil*, organisation internationale, soutenue par le Conseil fédéral, réunissait quelques centaines de jeunes gens pour des actions de secours dans le Rheintal, à Someo au Tessin, au Lichtenstein, à Mesocco dans les Grisons, sous la direction de Pierre Cérésole. Les buts de cette « croisade pacifique » se révélèrent bientôt. Sous le voile de la philanthropie et de l'humanitarisme, ce service était en réalité « une propagande antimilitariste et antipatriotique très efficace », assurait la *Tagwacht*. Le D.M.F. fournissait généreusement des vareuses, des capotes, des

tentes et du matériel de cuisine à cette entreprise d'encouragement à l'insoumission. Dans l'*Almanach socialiste* de 1931, page 49, on pouvait lire, sous la signature de P. Cérésole : « Remercions de tout cœur notre généreux collaborateur et *ennemi essentiel*, le Département militaire fédéral. » En rentrant du travail, les conscrits de la désertion chantaient l'Internationale, vêtus de vareuses et de capotes militaires prêtées par cette armée suisse qu'on leur apprenait à détester. La revue illustrée *La Révolution pacifique* leur était gratuitement distribuée.

En 1928, 120 pasteurs suisses envoyaient leur salut fraternel aux instituteurs antimilitaristes de Genève, 200 pédagogues romands les approuvaient et s'attiraient les sympathies de quelques centaines de collègues de la Suisse allemande. Aucune autorité ne remettait à l'ordre ces serviteurs du pays égarés par une propagande étrangère. En 1929, les habitants de Safenwil, en Argovie, outrés des attaques constantes de leur pasteur (un disciple de Ragaz) contre l'armée, s'adressèrent au Conseil d'Eglise pour que l'Evangile soit annoncé sans déformation politique. Les paroissiens ne pouvant obtenir gain de cause, 170 personnes abjurèrent le protestantisme et passèrent à l'Eglise catholique.

Les synodes de Berne, d'Aarau, de Zurich, de Glaris, des Grisons, discutèrent avec passion du devoir militaire et du cas de conscience, en 1929-1930. *Le Conseil synodal de Berne* prit une résolution catégorique : « *Nous considérons la défense nationale comme une institution nécessaire à la paix et à la sauvegarde de notre patrie. Le service militaire est donc un devoir, non seulement moral, mais légal.* » Cependant, de fortes minorités de pasteurs antimilitaristes affirmèrent leur confiance absolue dans la neutralité désarmée, et leur foi dans les traités internationaux. L'exemple de la Belgique en 1914, était déjà oublié, comme l'est aujourd'hui celui du Danemark et de la Hollande victimes en 1940, de leur pacifisme et de leur confiance aveugle dans les traités.

*La Compagnie des pasteurs de Genève*, après un long débat sur l'attitude de l'Eglise à l'égard de la paix entre les nations, adopta une résolution qui étonne par son manque de logique, et par la méconnaissance complète qu'elle révèle de la véritable situation de la Suisse et de l'Europe, en 1930. En se plaçant en dehors des réalités, en refusant de voir les nouveaux dangers qui menaçaient la paix, en considérant que l'idéal de la Société des Nations et l'arbitrage international suffiraient à empêcher la guerre, les pasteurs de Genève faisaient le jeu des forces du mal. Les événements leur ont donné tort.

« En communion avec d'autres Eglises du monde entier, la Compagnie des pasteurs de Genève affirme sa conviction qu'il y a entre la guerre et l'Evangile de Jésus-Christ une contradiction absolue.

» Confiante dans la volonté de paix du peuple suisse et des autorités fédérales, mais décidée avant tout à rester fidèle au Chef de l'Eglise, elle conserverait son entière liberté vis-à-vis du gouvernement si, malgré les engagements pris, (?) il entrait en guerre sans avoir épuisé tous les moyens possibles de résoudre pacifiquement le conflit. (!)

« *Il pourrait arriver que des chrétiens, profondément attachés à leur patrie, fussent mis par les circonstances extérieures dans la douloureuse nécessité de choisir entre les ordres de l'autorité politique et les commandements du Christ.* La compagnie des pasteurs a estimé qu'il était de son devoir de dire dans quel sens le choix devrait être fait. » *(Le Messager Social*, du 25 juillet 1930, N° 14.*)*

Les pasteurs de Genève entendaient « mettre la parole et l'inspiration du Christ au-dessus de tout, et par conséquent subordonner nos institutions et nos coutumes nationales aux affirmations de l'Evangile », formule suffisamment élastique pour permettre de glorifier la défection, de se dérober au devoir le plus sacré, de trahir ses compatriotes menacés par les puissants de ce monde, de pactiser avec l'injustice, de se soumettre, sans résistance, à la volonté du plus fort. C'est

commettre une imposture que de s'inspirer de la parole du Christ pour excuser toutes les défaillances, tous les abandons devant la souffrance et la mort, pour sanctifier la lâcheté. Prétendre subordonner le salut de la communauté nationale aux affirmations de l'Evangile, peut être une prime à l'égoïsme, une façon de déguiser la peur sous de nobles sentiments.

Car le Christ n'a jamais dit qu'il fallait abandonner ses frères dans la détresse, il a affirmé au contraire : « Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ses amis. » (Jean 15 : 13.) Il a dit encore : « Si un père de famille était averti à quelle heure de la nuit un larron doit venir, il veillerait et ne laisserait pas violer sa maison » ; (Matthieu 24 : 43) parole qui s'applique exactement à la maison suisse. Depuis que la Confédération n'est plus la première puissance militaire de l'Europe, depuis qu'elle a renoncé à sa politique agressive, depuis qu'elle est résolument pacifique et neutre, le soldat suisse n'a jamais eu d'autre pensée que d'empêcher la guerre de pénétrer chez lui, de défendre son foyer, sa famille, contre un agresseur, quel qu'il soit. C'est là un devoir que tout chrétien, tout homme de cœur, peut accepter, tout en ayant la conviction que Dieu veut la paix. Il n'y a aucune « étroitesse nationaliste », aucune atteinte à « l'esprit fraternel et universaliste de l'Evangile » (pour parler comme les pasteurs de Genève), à servir sous le drapeau rouge à croix blanche, les armes à la main, afin d'empêcher la ruine et la dévastation d'un pays sans ambitions territoriales. Nous ne laisserons pas s'éteindre le feu de la liberté, allumé il y a 656 ans par les premiers Suisses, au centre de l'Europe. Donner sa vie pour que cette flamme continue à briller, n'est pas un sacrifice indigne d'un chrétien. Et les Suisses continueront à « apprendre la guerre » aussi longtemps que l'insécurité régnera dans le monde. C'est aux « grands » à montrer l'exemple, n'ayons pas la sotte vanité de croire que la Suisse peut diriger la politique mondiale.

L'Evangile selon saint Marc nous enseigne ce que toute

l'histoire suisse nous rappelle : « Personne ne peut entrer dans la maison d'un homme fort et piller son bien, si, auparavant, cet homme fort n'a pas été lié ; alors on pourra piller la maison. » (Marc 3 : 37.) Nous sommes résolus à rester fidèles à ce type de l'homme fort qui ne se laisse ni lier, ni piller. Depuis 150 ans, la Suisse, seul exemple en Europe, a été épargnée par la guerre, elle n'a pas voulu faire reporter sa sécurité et son indépendance sur une neutralité désarmée ou sur les promesses des traités, elle a jugé que sa préparation militaire et l'idée qu'on pouvait se faire de sa résistance possible à un agresseur étaient les meilleures garanties de sa sécurité. Les événements ont donné raison à cette sage et clairvoyante politique.

Parmi les sectes religieuses hostiles à la défense nationale, on peut citer les *étudiants de la Bible (Ernste Bibelforscher)*, qui a battu le record des réfractaires. Les réponses des objecteurs de conscience devant les tribunaux militaires, pendant cette période d'entre les deux guerres mondiales, sont des témoignages affligeants d'esprits détraqués par un mysticisme d'une « désarmante » imbécillité. En voici quelques exemples :

Je refuserai de secourir un soldat blessé.

Je refuse de m'opposer par la violence à l'invasion de mon pays, car il faut rendre le bien pour le mal.

Je refuserais de secourir même un enfant victime d'une bombe d'avion.

Je ne me servirai jamais d'un fusil, même pour protéger mon père, ma mère, ma femme et mes enfants, car il faut aimer Jésus plus que son père et sa mère... etc., etc.

De pareilles aberrations, résultats d'un bourrage de crâne à forte pression, pratiqué sur des intelligences peu développées, par des intellectuels dévoyés, formant l'aile gauche du protestantisme, renforçaient le pacifisme-révolutionnaire, actionné par le communisme. Le pasteur Ragaz répondait au colonel Feyler : « *Si la guerre ne peut être supprimée qu'au*

*prix de l'indépendance de la Suisse, notre devoir de chrétien est de renoncer à l'indépendance.* » Cette profession de foi peut être rapprochée de celle de la *Voix du peuple : « Nous préférerions voir la Suisse périr sans se défendre, plutôt que de la voir sauvée par les armes.* »

Léonard Ragaz, dans un tract imprimé par la revue *Neue Wege*, et traduit par Alice Descœudres : *Le Désarmement comme mission de la Suisse*, cherchait à démontrer que les petits peuples étaient tout spécialement appelés à montrer le chemin du désarmement. « Ils s'acquerront ainsi un honneur et une grandeur durables... Une Suisse désarmée serait cent fois plus en sûreté qu'avec son armée qui ne la protège pas. *Le petit Danemark qui ose le désarmement parce qu'il compte assez d'hommes qui croient à l'esprit et à un nouvel ordre de choses, ce petit pays sera bientôt le plus en sûreté du monde.* » Ces lignes, écrites en 1924 pour réclamer le *désarmement immédiat* de la Suisse, ont été cruellement démenties par les faits, en 1940. Le petit Danemark, sous la pression des pacifistes-antimilitaristes, avait supprimé son armée et converti le budget militaire en œuvres sociales. Il devenait une proie facile et tentante pour le III^e^ Reich. Envahi, sans défense, il a succombé sans résistance. Pendant cinq ans, des divisions de la Wehrmacht ont piétiné, exploité, pillé ce pays, torturé les habitants, écrasé les tentatives de révolte, envoyé à la mort les résistants, ruiné le commerce, l'industrie et l'agriculture, humilié le sentiment national. Sous la botte de l'envahisseur, il n'y avait qu'à se soumettre ou à chasser l'occupant. Les souffrances endurées par la population ont, enfin, mis les armes à la main des Danois qu'une idéologie néfaste avait livrés à l'invasion. La résistance est née du désespoir, comme en Hollande, comme en Norvège. Assagi par la leçon impitoyable du destin, le Danemark est revenu de ses erreurs. Il a reconnu la nécessité d'une défense nationale préparée, après avoir perdu son indépendance pendant cinq ans. S'il avait suivi l'exemple de la Suisse, il est probable que

ces souffrances lui eussent été épargnées. Les prophéties de Ragaz montrent avec quelle légèreté, quelle ignorance des lois de l'histoire, quelle absence d'objectivité ces réformateurs de l'humanité cherchent à agir sur l'opinion.

Dans ce même tract, Ragaz proclamait : « *Nous sommes antimilitaristes par amour pour la Suisse... Nous disons aux militaristes qui se sont arrogé le monopole du patriotisme : Faites attention ! Nous avons patienté jusqu'ici, le jour pourrait venir où nous vous dirons : c'est vous les gardiens du patriotisme qui livrez la Suisse. C'est vous qui êtes les mauvais Suisses. Car vous trahissez la Suisse, vous trahissez sa mission, vous trahissez l'avenir. Car celui qui aime la Suisse doit être antimilitariste... Quiconque croit au retour de la guerre soutient la guerre.* » Ragaz prenait ses désirs pour des réalités ; il voyait déjà le monde entier abolir les armées : « *Voulez-vous laisser le Danemark nous précéder ? Voulez-vous attendre que tous aient désarmé, pendant que nous continuerons, méfiants, à nous armer ?* » Cet appel se terminait sur « le désarmement acte de foi, acte divin, acte de l'ancienne Suisse héroïque » (?!). Malgré les démentis infligés à ses théories, par les faits, malgré la preuve de l'efficacité des mesures prises par la Suisse, de 1939 à 1945 pour la défense et le salut de son indépendance, Ragaz est mort en décembre 1945 sans avoir perdu aucune de ses illusions.

De leur côté, les jeunesses communistes s'en prenaient aux jeunes soldats et distribuaient dans les casernes des manifestes aux recrues « que les bourgeois envoient pour deux mois dans un bagne... réagis et tourne ton fusil contre ceux qui t'exploitent. » Le manifeste réclamait la suppression du salut, le remplacement des tribunaux militaires par des tribunaux de soldats élus par les soldats eux-mêmes et se terminait par l'éloge de l'armée soviétique et ces mots : *A bas l'armée bourgeoise ! Vive l'armée rouge !* (Section de Genève des jeunesses communistes, Perron 9, mars 1931).

De La Chaux-de-Fonds partait, en même temps, le mou-

vement du *refus collectif de servir*. Des proclamations, avec bulletin d'adhésion, portant en tête : A BAS L'ARMÉE, circulaient dans le pays. « Refusez de participer à toute préparation à la guerre ou refusez de payer l'impôt militaire. *A bas les armes, à bas le militarisme, vive la Paix !* Signez le bulletin d'adhésion et retournez-le à l'une des adresses ci-dessous — suivent cinq noms connus avec des adresses très précises. Le mouvement qu'on espérait déclencher se basait sur l'idée que, dans la masse, la responsabilité de l'individu s'annule ou se perd, tandis que le refus individuel de servir tombe sous le coup de la loi. Les autorités fédérales et cantonales ne prirent aucune mesure contre cette intoxication des esprits par des formes multiples d'une propagande encouragée par l'impunité. Quand les chefs responsables de la discipline se plaignaient de cette coupable indifférence, on leur répondait de Berne que le Code pénal ne permettait pas d'intervenir. Il fallut attendre que ce travail de démolition, ces appels à la haine, aient porté des fruits empoisonnés. Tous ces partisans de la violence, sans exception, les sincères et les fourbes, les idéalistes et les mécréants, les chrétiens-pacifistes, les partisans de la dictature camouflés en démocrates, tous préparaient par des moyens divers l'état de révolte et de confusion d'où naissent les guerres, tout en ayant sans cesse à la bouche le mot de désarmement.

Mais la cause principale du malaise qui pesait sur l'Europe meurtrie, n'était pas seulement le militarisme du III^e^ Reich. Une menace grandissante venait de l'Union des républiques socialistes soviétiques, en train de devenir l'Etat le plus militarisé du monde. L'instruction militaire obligatoire dès l'âge de 15 ans, avait été étendue aux femmes, en 1927. Le commissaire du peuple à la guerre, Voroshiloff, proclamait alors : « Les femmes doivent se préparer comme les hommes à la guerre inévitable. Elles doivent apprendre l'usage des armes car la prochaine guerre sera une guerre de classes, à mort, une guerre des travailleurs contre les exploiteurs. Toutes nos

forces seront utilisées, nombreuses seront les femmes qui combattront en première ligne, coude à coude avec les hommes. » Dans les casernes soviétiques, on ne fait aucune différence entre les sexes. Les réserves instruites atteignaient quatorze millions de combattants en 1928. Ainsi que le démontrait M. Edm. Rossier (*Gazette de Lausanne* du 15 juillet 1928), l'attitude de la Russie était alors le principal obstacle à la pacification. L'arrivée au pouvoir du chancelier Hitler devait hâter la militarisation totale du III^e^ Reich, pendant que, dans chaque pays, les organisations rouges de combat dépendaient directement du Conseil révolutionnaire de la guerre, à Moscou. Le *Komintern* subventionnait les groupements à l'étranger de la *défense prolétarienne armée* dont la tâche essentielle consistait à « *enrégimenter les masses ouvrières pour les organiser en vue de la révolution, dans chaque pays.* » Le *Recueil militaire*, N° 7, du 21 février 1925, pp. 1 et 5, rédigé par le commissaire du peuple Unschlicht, appelait l'armée soviétique « *l'avant-garde des forces armées de la révolution.* » Les règlements militaires russes étaient traduits dans toutes les langues.

La tactique et la stratégie de la guerre civile ont été fixées dans un manuel international : *Exposé théorique sur le soulèvement marxiste*, édité en Suisse par Ernest Schneller, imprimerie Meyer, Zurich.

Chapitre I. L'art particulier du soulèvement, ses règles et l'art de la guerre. Ch. II. Le choix du moment propice. Conditions de la victoire. Ch. III. La concentration des forces. Le point décisif. Exemples historiques. Ch. IV. Offensive à tout prix. Importance des succès du début. La terreur. Ch. V. Empêcher la concentration de l'adversaire, la surprise. Ch. VI. Le travail parmi les masses et la propagande dans les armées bourgeoises. Conclusion.

Alors que la Société des Nations accueillait dans son sein les délégués de l'U. R. S. S., les organisations révolutionnaires du *Komintern* se formaient ouvertement en Suisse (Arbeiterwehren, Faucons rouges, Sport rouge). Le désarmement

moral et matériel de l'Occident se poursuivait méthodiquement au profit du totalitarisme révolutionnaire, par le sentiment, la littérature, le film, le faux humanitarisme, le pacifisme dit chrétien, l'achat des consciences, par les excitations et les provocations incessantes des semeurs de haine.

En Suisse, le gouvernement central laissait aux cantons le soin d'agir. Argovie, Fribourg, Vaud, les petits cantons, et d'une façon générale la Suisse catholique se montraient énergiques et prévoyants. Les autres, Bâle, Genève, Zurich attendaient que le sang coule pour intervenir. A Bâle, en 1929, il fallut l'intervention de l'armée pour empêcher « la rencontre rouge internationale. » Les années suivantes, le Conseil fédéral fut obligé de mobiliser des troupes le 1er août. Le 18 septembre 1929, le camarade Trostel s'écriait sur la place du Marché : « Camarades, combattons la bourgeoisie suisse en sachant nous servir du couteau, à l'occasion. »

En présence de la faiblesse et de l'apathie gouvernementales, le congrès socialo-communiste de Bâle pouvait prendre, *à l'unanimité*, en décembre 1929, la décision d'intensifier encore la propagande contre la défense nationale. En 1930, les provocations se multiplièrent ; la ville de Baden, en Argovie, fut troublée par des manifestations violentes réprimées par le bat. car. 4. Le Conseil d'Etat argovien eut une attitude très ferme, approuvée par une population indignée contre les excès communistes. Le peuple commençait à en avoir assez de cette agitation coupable. « Chaque fois que les autorités accomplissent leur devoir, écrivait M. Rigassi, dans la *Gazette de Lausanne*, et manifestent par des actes leur volonté de faire respecter l'ordre constitutionnel, les tentatives révolutionnaires échouent piteusement. » Les bagarres sanglantes de Genève, en 1932, contribuèrent à ouvrir les yeux. On comprit que le pacifisme des antimilitaristes n'était qu'une formule, un paravant derrière lequel ils préparaient la guerre intérieure.

*(A suivre.)* Major P. DE VALLIÈRE.